



Assemblée parlementaire de l'OTAN

**SOUS-COMMISSION SUR LES
PARTENARIATS DE L'OTAN**

RAPPORT DE MISSION

RIYAD, ARABIE SAOUDITE

16 – 18 AVRIL 2018

I. L'ARABIE SAOUDITE FACE AU DOUBLE DÉFI D'ENGAGER DES RÉFORMES AMBITIEUSES ET DE VENIR À BOUT D'UNE SITUATION RÉGIONALE PRÉCAIRE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

1. Conduite par Metin Lutfi Baydar (Turquie), son président, la sous-commission sur les partenariats de l'OTAN (PCNP) s'est rendue en Arabie saoudite du 16 au 18 avril 2018. Cette visite exploratoire avait pour objectif d'en savoir plus sur l'ambitieux programme de réforme du pays et d'obtenir le point de vue des Saoudiens sur la question de la sécurité dans la péninsule Arabique et dans le Golfe. Les huit parlementaires de quatre pays membres de l'OTAN ont rencontré de hauts responsables saoudiens, dont le Gardien des deux saintes mosquées, le roi Salmane ben Abdelaziz al-Saoud, les ministres des affaires étrangères et de l'intérieur, ainsi que des membres du Majlis Al Shura, des hauts représentants du Conseil de coopération du Golfe et d'autres représentants du pays hôte.

II. VISION 2030

2. Au cours de cette visite, les interlocuteurs du pays hôte ont souligné à plusieurs reprises l'importance de « Vision 2030 », un programme ambitieux visant à réduire la dépendance de l'Arabie saoudite vis-à-vis des revenus du pétrole et à promouvoir des changements économiques et sociaux de grande envergure. Les membres du Majlis Al-Shura ont bon espoir que « Vision 2030 » entraînera plus de transparence et de responsabilisation ainsi qu'une amélioration de l'action du gouvernement. Ils ont ajouté que l'initiative, qui bénéficie d'un large soutien de la population, augmentera la participation des femmes et de la jeunesse, qui sont les moteurs du changement. Contrairement aux réformes précédentes poursuivies à contrecœur, et annoncées alors que les prix de l'énergie étaient bas, les dirigeants saoudiens, notamment le prince héritier Mohammed ben Salmane, semblent désormais déterminés à mener à bien ces réformes, ont commenté les observateurs diplomatiques. Comme l'a remarqué l'un d'entre eux, « Vision 2030 » concerne, à ce jour, la modernisation et la normalisation du pays et non pas sa démocratisation. Cela dit, la délégation a appris que l'initiative a également le potentiel de promouvoir des valeurs et mérite le soutien des pays de l'Alliance. Ce point est important car même un pays riche en ressources tel que l'Arabie saoudite est incapable de mettre en place seul une initiative d'une telle envergure. La délégation a été informée que, par conséquent, l'Arabie saoudite fait actuellement appel à des investisseurs internationaux, en particulier occidentaux.

3. De façon plus générale, « Vision 2030 » s'inscrit dans l'agenda politique de l'Arabie saoudite aux côtés du renforcement de l'armée, de la réévaluation des alliances du pays et de l'affaiblissement de l'influence iranienne dans la région. Bien que la mise en œuvre de cette initiative exige des efforts considérables au moment où Riyad se heurte également à d'importantes difficultés sur le plan de la sécurité, les observateurs diplomatiques ont signalé que le programme « Vision 2030 » peut largement contribuer à moderniser le pays.

III. L'IRAN ET LA MENACE DES GROUPES TERRORISTES, PRINCIPALES PRÉOCCUPATIONS DE L'ARABIE SAOUDITE

4. Les préoccupations principales de l'Arabie saoudite en matière de sécurité demeurent l'Iran et le défi permanent que représente le terrorisme.

5. Concernant l'Iran, les interlocuteurs du pays hôte estiment que le régime de Téhéran constitue la principale source d'instabilité dans la région et au-delà. La délégation a été informée que l'Iran s'emploie activement à déstabiliser Bahreïn, le Liban, la Syrie, l'Iraq et le Yémen, que ce soit de façon directe par l'envoi de troupes ou indirecte par le biais d'intermédiaires comme le Hezbollah. Constatant que les États-Unis et l'Europe n'ont pas suffisamment apprécié la menace que constituait l'Iran par le passé, les représentants du gouvernement se sont dits gravement préoccupés par le

Plan d'action global commun (JCPOA), l'accord nucléaire avec l'Iran. Ils estiment que l'accord n'empêchera pas l'Iran de développer ses capacités nucléaires, qu'il ne profitera financièrement qu'à Téhéran et qu'il l'encouragera à continuer son immixtion dans les affaires intérieures de ses voisins, que ce soit directement ou par le biais d'intermédiaires. Le ministre des affaires étrangères, Adel al-Jubeir, a laissé entendre qu'il est possible de réparer l'accord en révisant la disposition de caducité et en prolongeant le champ d'application du régime d'inspection. Dans ce contexte, il a proposé que l'agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) puisse également inspecter les sites nucléaires non déclarés. De plus, l'Iran doit être tenu responsable de son soutien au terrorisme et de la violation du Régime portant sur les missiles balistiques. Un observateur diplomatique a fait remarquer que la prolifération des missiles balistiques iraniens dans la région (dont ceux obtenus par les Houthis) constitue la principale menace à la stabilité de la région.

6. Concernant le défi permanent que posent les organisations terroristes, les délégués ont salué le rôle central joué par l'Arabie saoudite et sa contribution à la sécurité de la région du Golfe ainsi qu'à la lutte internationale contre le terrorisme. Les interlocuteurs saoudiens ont reconnu que le Royaume a été confronté à de graves problèmes par le passé, particulièrement en ce qui concerne la dissémination de la pensée radicale qui a facilité le recrutement par les groupes terroristes. Cependant, ils ont souligné que les autorités relevaient à présent le défi sur différents fronts, dont les fronts médiatique, financier et idéologique. Les responsables saoudiens ont insisté sur le fait que le Royaume poursuit désormais une politique de « tolérance zéro » envers les groupes terroristes et reste très engagé dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes. L'un des principaux messages relayés par les interlocuteurs du pays hôte est qu'il n'existe aucun lien entre l'Islam et le terrorisme.

IV. LA GUERRE AU YÉMEN

7. La guerre civile au Yémen a aussi figuré en bonne place sur l'agenda des échanges. Le ministre des affaires étrangères, Adel al-Jubeir, a souligné que la guerre au Yémen n'était pas voulue par l'Arabie saoudite mais bien infligée au Royaume par les insurgés houthis. Les interlocuteurs du pays hôte ont souligné que l'Arabie saoudite, bénéficiant du soutien des autres partenaires de la coalition, assiste le gouvernement légitime du Yémen à rétablir son autorité sur le pays. La délégation a été informée du succès de cette opération, puisque le gouvernement légitime du Yémen contrôle désormais plus de 80 % du territoire.

8. Cela dit, si la coalition a progressé au Yémen, elle a perdu la bataille de la communication, a noté M. al-Jubeir. Dans le contexte actuel, les responsables saoudiens suggèrent que les médias internationaux ne se sont pas assez attardés sur les violations des droits humains perpétrées par les insurgés houthis et ont véhiculé une image déformée et une critique exagérée des forces de la coalition, suite aux pertes non intentionnelles de civils. Le général Fayyadh al-Ruwaili, chef d'état-major des forces armées saoudiennes, a souligné que les forces de la coalition faisaient de leur mieux pour éviter les pertes de civils. La délégation a été informée que le tort ayant pu être fait aux populations civiles (ainsi que les dégâts matériels) était non intentionnel et que les erreurs commises, lorsqu'il y en a eu, ont fait l'objet d'enquêtes. Les représentants du gouvernement ont en outre rappelé à la délégation que l'Arabie saoudite apportait une aide humanitaire considérable et ont souligné que la coalition menée par le pays faisait tout pour soulager le sort du peuple yéménite. Les interlocuteurs du pays hôte ont reconnu qu'une solution à la guerre civile au Yémen ne peut pas être obtenue par des opérations militaires et qu'une solution politique qui, bien entendu, incluerait les Houthis, est nécessaire. Ils ont affiché un optimisme prudent quant à un règlement politique prochain du conflit, les Houthis étant désormais exposés militairement. En revanche, un interlocuteur a averti qu'il n'était pas certain que les Houthis acceptent un règlement politique car ils pourraient vouloir continuer à exploiter les zones qu'ils contrôlent. Un autre responsable a noté que l'Iran entrave les efforts déployés en vue d'un règlement politique du conflit au Yémen. Les responsables du pays hôte ont insisté sur le fait qu'ils ne souhaitent absolument pas voir un équivalent du

Hezbollah libanais au pouvoir au Yémen, ni voir le Yémen devenir une zone de non-droit à l'instar de la Somalie.

V. PROLIFÉRATION DES MISSILES BALISTIQUES

9. La prolifération de missiles balistiques, prétendument fournis aux Houthis par l'Iran, est vue comme l'un des principaux facteurs de déstabilisation de la région. La délégation a été informée que la menace des missiles balistiques constitue un véritable problème pour le Royaume. Les responsables du pays hôte ont souligné que la grande majorité des missiles balistiques tirés depuis le Yémen ont été abattus. Cependant, un observateur diplomatique a mis en garde contre le risque de futures attaques de missiles houthis pouvant augmenter le nombre de victimes, ce qui pousserait encore le gouvernement saoudien à intervenir. La délégation a appris que la situation pourrait s'aggraver si le transport maritime dans la mer Rouge faisait l'objet d'une attaque balistique.

VI. SYRIE

10. Les autres questions abordées au cours de cette visite concernent la situation en Syrie, la crise diplomatique avec le Qatar et le processus de paix israélo-palestinien. Concernant la Syrie, le prince Turki ben Feisal a commenté que le monde semblait « criminellement incapable » de prendre toute action pour mettre fin à cette souffrance. L'incapacité de mettre en place un cessez-le-feu reste un défi de taille, a-t-il expliqué. Aucun des cessez-le-feu annoncés n'a été accompagné d'un mécanisme de mise en place, ce qui représente un défaut majeur des négociations entreprises à ce jour. Il est évident que le peuple syrien ne veut pas d'Assad, mais la communauté internationale semble lui dire qu'il devra faire avec. Il a noté que l'une des principales erreurs commises par la communauté internationale au début de la crise syrienne a été de ne pas fournir d'équipement ni de soutien militaire à l'opposition, entraînant une radicalisation croissante de cette dernière. Un autre responsable a souligné que les actes de violence perpétrés par le régime de Bachar al-Assad contre la population syrienne imposent la destitution de celui-ci. Il est également important de retirer les milices iraniennes de Syrie et de redonner le contrôle du pays au peuple syrien.

VII. AUTRES QUESTIONS ABORDÉES

11. Les responsables du pays hôte ont bon espoir de voir la crise diplomatique entre d'une part l'Arabie saoudite et d'autres États, et d'autre part le Qatar bientôt résolue. Les parlementaires de l'OTAN ont été informés que tout est en place à cette fin et que, jusqu'à présent, la crise n'a pas eu de répercussions négatives sur le Conseil de coopération du Golfe.

12. Concernant le processus de paix israélo-palestinien, la délégation a été informée que la décision de l'administration Trump de déplacer l'ambassade états-unienne à Jérusalem a enflammé le monde musulman et a fortement repoussé une possible solution du conflit israélo-palestinien. Il est désormais important de trouver une façon de relancer les négociations entre Israël et la Palestine. La solution à deux États est la seule voie possible. Les responsables saoudiens ont souligné qu'il est impossible de nier l'existence d'Israël et de la Palestine.

13. La délégation a également suivi des exposés portant sur les implications de l'évolution du paysage énergétique pour la sécurité énergétique mondiale et régionale au Forum international de l'énergie (FIE) et sur le rôle de ce dernier. L'importante aide humanitaire que fournit l'Arabie saoudite à de nombreux pays et de nombreuses régions du monde a été débattue au Centre du roi Salmane pour l'aide humanitaire et les secours. Une visite du siège de la coalition militaire islamique anti-terroriste (IMCTC), où le général Raheel Sharif, commandant en chef de l'IMCTC, a présenté à la délégation les structures et les activités de la coalition, a conclu le programme.